

## CONFLIT À L'ETUSA

## La grève s'étend au transport universitaire

**La grève générale des travailleurs de l'Etusa se poursuit pour le quatrième jour consécutif. Une grève qui se corse de plus en plus surtout, qu'en ce mercredi, la contestation s'est élargie aux conducteurs des bus «Talaba», une filiale de l'Etusa chargée de transporter les étudiants.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - La crise que traverse l'Etusa n'est pas près de connaître son dénouement. Le bras de fer engagé entre les travailleurs soutenus par leurs représentants de base et l'employeur est entré hier dans son quatrième jour.

Le fait nouveau réside dans la décision prise par les conducteurs des bus de la filiale «Talaba», chargée de transporter les étudiants.

Ces derniers qui ont jusque-là tenu à respecter l'engagement pris par l'employeur auprès de ses clients ont décidé, depuis hier, de joindre leurs collègues contestataires. Il n'est pas exclu que cette situation soit élargie à d'autres entreprises conventionnées avec l'ex-RSTA.

Selon des sources proches de la direction générale de l'Etusa, la situation que traverse cette entreprise a engendré des pertes considérables, estimées à des dizaines de millions de centimes. «Pour le moment, aucun bilan financier n'a été dressé», souligne-t-on de bonne source.

Pendant ce temps, du côté de la Centrale syndicale, on s'interroge sur le retard accusé par la

direction générale de l'Etusa pour entamer la mise en application du protocole d'accord signé entre les deux parties en octobre dernier. Il s'agit, notamment, de la question relative à «l'étude des cas des travailleurs licenciés».

Une situation qualifiée de «blocage volontaire orchestré par des personnes à la fois internes et externes à l'entreprise». «Il s'agit d'une volonté délibérée pour pousser au pourrissement orchestré par ceux qui ont, jusque-là, bénéficié des avantages et autres privilèges de l'Etusa», indique-t-on.

Pour rappel, les contestataires plaident «la réintégration de l'ensemble des travailleurs licenciés arbitrairement», la «confirmation dans leurs postes de ceux qui ont signé des CDD à deux reprises» et la «dissolution du bureau du syndicat d'entreprise».

Les contestataires ont indiqué par ailleurs que le mouvement de grève se poursuivra «jusqu'au départ du responsable de la Fédération des transports de la Centrale syndicale et du DG de l'Etusa». «Cela fait presque un mois qu'ils ont signé un accord mais aucun point n'a été concrété

sé jusqu'à maintenant» a-t-il ajouté. Pour rappel, le premier responsable de cette entreprise, Yacine Krim, a reconnu que le taux de suivi de la grève a avoisiné les 80%, le deuxième jour de la grève générale.

Pour ce responsable, un problème «syndico-syndical» est à l'origine de ce nouveau mouvement de protestation à l'Etusa. «Tous les engagements que j'ai signés ont été respectés», a-t-il affirmé dans une déclaration faite à la presse.

Les employés reçoivent leur salaire entre le 22 et le 25 du mois, a-t-il précisé, en rappelant qu'il est encore trop tôt pour parler de non-respect de l'accord. «Il y a des choses qu'on va accorder ce mois-ci et d'autres le mois prochain», a-t-il déclaré.



Photo : Samir Sid

A. B.

Quatrième jour de grève des travailleurs de l'Etusa.

## SECTEUR DES FORÊTS

## Les corps communs optent pour la grève

Selon le communiqué rendu public par le Comité national des travailleurs des corps communs relevant du secteur des forêts et la Fédération nationale des travailleurs des forêts, de la nature et du développement rural, les corps communs du secteur des forêts ont opté pour la grève. Les cadres syndicaux de ce secteur, réunis à Alger le 12 novembre dernier afin de faire le point sur l'avancée du dossier de création du corps des assimilés de l'administration des forêts, conformément à l'article 03 contenu dans l'instruction n°03/06 du 15/07/2006, et après avoir saisi en vain le Premier ministre pour la publication du décret portant création de ce corps, à l'instar des

autres secteurs mentionnés dans l'article 03, la Protection civile, les Douanes et l'administration pénitentiaire ont décidé de hausser le ton. En effet, ils ont opté pour des mouvements de protestation continue, qui devraient débiter par une grève nationale d'une journée, le 5 décembre prochain, à laquelle seront conviés les personnels des corps techniques de l'administration des forêts, en guise de solidarité.

La suite de ce mouvement sera décidée en fonction de l'évolution du dossier et des résultats obtenus, mentionne-t-on dans le communiqué.

A. M'haimoud

## ALORS QUE LA PAUPÉRISATION S'ACCÉLÈRE

## Des défis sociaux de plus en plus accentués

**L'Algérie est confrontée à plusieurs défis sociaux de plus en plus accentués et qu'elle se doit de relever, la question du choix libre étant posée.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - La paupérisation s'est fortement accélérée en Algérie selon le professeur Abdelhak Mekki, intervenant hier lors d'un débat organisé par le quotidien francophone *DK News*. Une évidence, diront d'aucuns mais cependant source d'inquiétude au regard des statistiques données concernant l'augmentation de la pauvreté, l'emploi des enfants, la transition démographique et épidémiologique actuelle. Certes, des défis ont été relevés en matière d'éducation, santé et développement humain et socio-économique, des politiques sociales et d'importants instruments et moyens financiers ont été déployés (au titre des transferts sociaux notamment), notent plusieurs participants à ce débat. Néanmoins, cette dynamique reste en deçà des objectifs escomptés, constate l'ancien ministre de la Solidarité et membre du mouvement associatif, M<sup>me</sup> Saïda Benhabyles, outre le problème de l'efficacité et de soutenabilité à terme de la dépense publique qui se pose selon une experte du Conseil national économique et social (Cnes), M<sup>me</sup> Ledjkoun, ainsi que de la problématique de la répartition déséquilibrée et inéquitable de la richesse au niveau des territoires. Mais également dans le contexte où de nouvelles exigences sociales s'imposent selon cette experte du Cnes. Vu que la pauvreté s'accroît et que les maladies non transmissibles (diabète, cancers, maladies cardiovasculaires, troubles neurologiques dont les maladies d'Alzheimer et de Parkinson...) prennent le pas sur les maladies transmissibles et doivent constituer une priorité, note le directeur général de l'Institut national de la santé publique

(INSP), le Dr M.K Kellou. Et dans la mesure où la mortalité infantile perdure, la mortalité néonatale (moins de 1 mois) peine à être enrayerée selon le Dr Kellou.

Outre le fait que la déperdition scolaire notamment des garçons s'accroît et la population algérienne compte de plus en plus de personnes âgées et dont la prise en charge fait défaut, selon les données présentées par un autre expert du Cnes, Omar Benbella. De même que l'on observe l'emploi abusif des enfants dans les secteurs économiques informels mais aussi formels, selon les statistiques avancées par le professeur Mekki qui relève la responsabilité importante des parents et l'inanité de la démarche adoptée en matière de lutte contre la mendicité.

Comme cet universitaire déplore la prédominance de l'économie informelle, l'absence d'une bonne valorisation des budgets ministériels ainsi que le manque de fiabilité du système national de l'information statistique. Or, et au-delà du

constat et de la rhétorique récurrente sur les acquis réalisés durant les 50 dernières années, c'est la capacité de l'Algérie à pouvoir et savoir relever ces défis sociaux de plus en plus graves et accentués et à construire une «société civilisée» qui suscite questionnement. Et à ce propos, le politologue Abdelhak Mekki relève que la question du choix social est «fondamentale» dans la mesure où les citoyens doivent choisir entre diverses alternatives notamment partisans, sans céder à la tendance dominante dans la psychologie sociale actuelle à «toujours trouver des justificatifs». C'est justement la question du choix libre et démocratique, formulé de manière réfléchie, le respect des libertés individuelles et collectives, l'implication effective de la société civile, le développement de la culture du travail, la préservation des acquis ainsi que la mise en œuvre de politiques sociales et de santé qui conditionnent ce challenge.

C. B.

## Quelques statistiques sociales présentées lors des débats

- Des entreprises algériennes emploient 300 000 enfants. Voire, plus d'un million d'enfants travaillent en Algérie.
- 20 000 enfants vivent dans la rue.
- L'Algérie compterait entre 10 et 15 millions de pauvres (selon le Pnud et les services de sécurité) et sur la base d'un revenu per capita inférieur à 1,25 dollar (en parité de pouvoir d'achat), le taux de pauvreté absolue représente entre 2 à 3% de la population.
- 3 millions d'Algériens ne sont pas imposés au titre de l'IRG, avec un revenu inférieur à 10 000 dinars.
- 146 communes vivent une situation d'extrême pauvreté.
- Les transferts sociaux représentent entre 10 et 13% de la richesse nationale.
- Répartition des transferts sociaux par habitant : 2 654 dinars per capita.

- En 2011, 17 milliards de dollars ont été consentis (éducation, santé, soutien des prix, lutte contre les disparités territoriales...).
- Espérance de vie en Algérie : jusqu'à 76 ans (73 ans selon les estimations du Pnud).
- Mortalité infantile : 21 000 enfants décèdent chaque année (taux national : 23,1%).
- Scolarisation : le nombre de garçons dépasse le nombre de filles dans le cycle primaire. Le contraire dans les cycles moyen, secondaire et à l'université.
- 930 000 naissances enregistrées par an. En 2015, l'on prévoit 1 million de naissances par an.
- Les personnes âgées de plus de 60 ans représentent déjà 7,7% de la population (15% de la population).

## EN PRÉVISION

## DES INTEMPÉRIES

## 7 milliards de dinars pour les petits agriculteurs

**Le ministre de l'Agriculture, Rachid Benaïssa, a annoncé, hier, que 7 milliards de dinars ont été débloqués pour accompagner les petits agriculteurs durant l'hiver 2013.**

**Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir)** - En visite hier du Salon national des produits de la ruche, qui se tiendra jusqu'au 24 novembre courant, à la Coopérative d'élevage des abeilles de Gué-de-Constantine, à Alger, Rachid Benaïssa a annoncé des mesures en faveur des petits agriculteurs qui ont particulièrement souffert des intempéries de l'hiver 2012.

Le ministre a fait savoir que son département accompagnera les petits agriculteurs durant l'hiver 2013 pour minimiser l'impact d'éventuelles intempéries. Il fera savoir, à ce propos, qu'une enveloppe de 7 milliards de dinars a été dégagée dont 2 milliards de dinars au profit des apiculteurs, pour protéger leur production des aléas climatiques. Ce salon, qui est à sa 13<sup>e</sup> édition, compte 40 exposants. L'année prochaine, il sera délocalisé à la Safex pour voir le nombre de participants passer à plus de 400. Selon Rachid Benaïssa, l'Algérie compte actuellement 24 000 apiculteurs, 1,2 million de ruches et la production de l'année 2011 a été de 5 200 tonnes.

En 2012, la même quantité de production est attendue, selon le ministre qui a toutefois précisé que les intempéries de janvier et février derniers ont négativement influé sur le développement de la production. Par ailleurs, Rachid Benaïssa a évoqué l'inexistence d'un cadre réglementaire pour la labellisation du miel, ajoutant que le seul laboratoire qui analyse la qualité du produit de la ruche est l'Institut national de l'élevage animalier. Sur ce point, le ministre a souligné le problème auquel font face beaucoup d'apiculteurs qui envoient des échantillons de leur miel pour les certifier à l'étranger, une opération coûteuse et qui prend généralement beaucoup de temps.

Enfin, Rachid Benaïssa a fait savoir que la consommation annuelle de miel par citoyen est de 120 g. Une quantité jugée insuffisante par le ministre.

M. M.